



Prise de parole FSU samedi 30 mars 2019

Hier vers 16h, le ministre Jean-Michel Blanquer a écrit un mail, sur les boîtes professionnelles, adressé à « Mesdames et Messieurs les professeurs ». Ce mail, fort opportunément envoyé à la veille d'une nouvelle mobilisation contre sa politique et pour la défense du service public d'éducation, se conclut par ces mots : « avec toute ma confiance. - Jean-Michel Blanquer – Ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse. »

« Avec toute ma confiance. » Évidemment, si nous sommes là, c'est bien pour dire que, non, nous n'avons pas confiance ! Tous les personnels des écoles maternelles, élémentaires, des collèges, des lycées, et des services administratifs, mais aussi les parents d'élèves, les élus locaux, et tous les citoyens et les citoyennes qui voient derrière chaque belle annonce du ministre la réalité des logiques strictement budgétaires.

Quand le ministre Blanquer annonce que l'abaissement de l'âge de la scolarité obligatoire à 3 ans va permettre de lutter contre les inégalités, alors que 97 % des enfants de 3 à 6 ans sont déjà scolarisés, et que cette mesure va obliger les communes à financer les écoles maternelles privées, disons-le tout net : non, nous n'avons pas confiance !

Quand le ministre Blanquer présente ses établissements publics des savoirs fondamentaux, qui feraient fusionner les collèges et les écoles du secteur, je cite « afin de garantir aux élèves un continuum pédagogique », mais que nous voyons partout des fermetures de classes et de postes, dans les écoles et les collèges, et particulièrement dans la ruralité, répétons-le : non, nous n'avons pas confiance ! Quand parallèlement à la création de ces établissements publics des savoirs fondamentaux, on verra se mettre en place des établissements publics locaux internationaux qui pourront, quant à eux, scolariser une élite qui se destine aux hautes études. Cela va à rebours de la démocratisation scolaire et répétons-le encore, non nous n'avons pas confiance !

Quand le ministre Blanquer prétend vouloir renforcer l'école inclusive, mais qu'il refuse de donner un véritable statut aux AESH, qui accompagnent les élèves en situation de handicap, et qui refuse de leur donner une véritable formation, et qu'il prévoit même de créer des Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisé (PIAL), pour mieux mutualiser les moyens, et donc faire des économies sur le dos des enfants en situation de handicap et celles et ceux qui les accompagnent, crions-le : non, nous n'avons pas confiance !

Quand le ministre Blanquer annonce que les réformes du lycée général et technologique et du lycée professionnel amènent de la liberté et de la souplesse, mais que les proviseurs sont obligés de démentir sur la terrain, faute de moyens mais aussi faute de faisabilité de certaines annonces ; que les professeurs ne sont pas en mesure de dire à leurs élèves de 2nde quelles seront les épreuves du nouveau bac général, alors qu'ils doivent choisir leurs spécialités maintenant et que les premières épreuves auront lieu en janvier prochain, dans moins d'un an, pour les futurs élèves de 1ère ! Redisons-le : non, nous n'avons pas confiance !

Quand le ministre Blanquer explique que l'article 1 du projet de loi école de la confiance qui parle de devoir d'exemplarité des professeurs n'a pas pour but de porter atteinte à leur liberté d'expression, mais que, en même temps, les professeurs qui mènent des actions de report des bacs blancs, de boycott des journées portes ouvertes, de rétention des notes ou des résultats des évaluations CP, tout ça pour alerter sur la réalité de sa politique, ils reçoivent des lettres qui les menacent de sanction administratives. Alors, encore une fois, clamons-le : non, nous n'avons pas confiance !

Mais parce que nous croyons, ici, tous et toutes, au rôle essentiel du service public d'éducation, ayons confiance en nous ! Personnels de l'éducation nationale, parents d'élèves, lycéens et lycéennes, étudiants et étudiantes et tous les citoyens et les citoyennes, interpelons les élu·e·s, les maires, les député·e·s, les sénateurs et les sénatrices pour stopper ce projet de loi qui n'amène rien de bon pour l'école !

Parce que le Service Public d'éducation a besoin de personnels formés et sécurisés afin d'enseigner et accompagner chaque élève, ensemble revendiquent la création de tous les postes nécessaires à l'amélioration du service public d'éducation, au maintien de sa proximité sur l'ensemble du territoire, à la résorption de toutes les inégalités. L'orientation, l'accompagnement, le soutien, la mixité sociale, autant de sujets lourds d'enjeux et qui exigent des moyens sans attendre ! Alors tous ensemble dans l'action pour gagner le retrait de la loi Blanquer et le retour sur les réformes du collège et du lycée ...Alors, tous ensemble pour défendre et développer le service public d'éducation !